

**Symposium international sous le thème :
L'intégration des jeunes, une priorité pour le
développement durable en Afrique**

**Faire du capital humain un moteur
du développement autonome en Afrique**

**Par M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES
STRATEGIQUES**

**Fondation MiftahEssaad
10 novembre 2018**

Mesdames, Messieurs,

Il m'est agréable de participer, aujourd'hui, au symposium international sous le thème : "L'intégration des jeunes, une priorité pour le développement durable en Afrique". Ma communication concernera le capital humain en tant que levier pour le développement autonome de l'Afrique.

Le Maroc, qui accorde une importance particulière à la coopération sud-sud, place l'Afrique au cœur des priorités de sa politique étrangère. Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a toujours plaidé pour un développement "à visage humain" de l'Afrique, axé sur la mobilisation collective des pays africains pour réussir le pari de l'unité et pour asseoir le leadership de l'Afrique sur le plan international. Ses Discours mettent l'accent sur un triple impératif :

- Croire en l'Afrique.
- Travailler ensemble et échanger équitablement, à travers un partenariat *win-win*.
- Repenser l'Afrique et plaider en faveur du continent.

Mesdames, Messieurs,

Penser l'Afrique est un véritable défi, du fait de son immensité, mais, surtout, de l'extraordinaire diversité de ses peuples, de son histoire, de ses cultures, de ses reliefs et de ses richesses. Cela explique, en partie, pourquoi ce continent est mal connu. La difficulté de produire des données homogènes et la conflictualité qui règne dans certaines parties de l'Afrique y participent, notamment.

L'Afrique occupe une place de choix dans l'activité de l'IRES depuis le Message Royal du 30 août 2013, adressé aux participants à la 1^{ère} conférence des Ambassadeurs de Sa Majesté Le Roi.

A ce titre, plusieurs études ont été menées concernant, notamment, les relations du Maroc avec les pays, respectivement, d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, le retour du Maroc à l'Union africaine, la perspective d'adhésion du Maroc à la CEDEAO, le développement rural en Afrique subsaharienne et la transition énergétique, à l'aune de la nouvelle politique africaine du Royaume. D'autres études sont en cours, ayant trait à la migration intra-africaine, à la réforme de l'Union africaine et à la gouvernance sécuritaire en Afrique.

En outre, l'IRES a dédié son rapport stratégique de l'année 2018 au développement autonome de l'Afrique. L'autonomie ne signifie pas être indépendant. Elle incarne la capacité pour l'Afrique à décider pour elle-même et à faire entendre sa voix dans le concert des nations.

Le rapport stratégique 2018, qui comprend une masse importante d'informations, a mis en évidence l'exceptionnelle richesse de la diversité africaine et a démontré tout ce que les pays africains ont à gagner, en considérant l'Afrique comme un tout, une réalité spécifique cohérente à l'échelle du continent. Son élaboration est partie du constat que l'Afrique est en marche et qu'elle a besoin, pour devenir autonome, d'une nouvelle vision du monde qui soit panafricaine, en faveur d'un projet africain planétaire et civilisationnel.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Continent profondément mosaïque, tant par sa nature que par sa culture, l'Afrique exprime sa pluralité à travers les écosystèmes naturels (biomes) qui façonnent ses paysages, ses peuples qui ont diversifié leur culture au long des âges et la coexistence, aujourd'hui, d'institutions fortement différenciées, fonctionnant à la fois selon le droit universel et le droit coutumier. Il existe bien plusieurs visages de l'Afrique, mais un seul continent, un seul berceau et, en fin de compte, une seule réalité vécue.

Continent de l'espoir et des opportunités, l'Afrique sera confrontée, d'ici 2050, à plusieurs enjeux. A côté du changement climatique et de ses impacts sur l'Afrique qui ont été amplement évoqués dans le rapport stratégique 2017 de l'IRES, trois grands nœuds du futur interpellent le continent :

- **La poussée urbaine** : la rapidité de la croissance urbaine africaine (4% par an en moyenne au cours de la dernière décennie) est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Le taux d'urbanisation, au niveau du continent, est passé de 26,7% en 1980 à 40,4% en 2015 et pourrait atteindre 56% à l'horizon 2050¹. Alimentée par une dynamique démographique forte qui contribue à hauteur des deux tiers à l'urbanisation et conjuguée à un déficit de moyens, sinon de gouvernance, la poussée urbaine représente un défi systémique majeur de la croissance économique au développement humain, en passant par la qualité de l'environnement dont l'enjeu est la stabilité sociale. Toutefois, cette poussée urbaine peut devenir un formidable accélérateur de développement de l'Afrique si des réponses adéquates sont identifiées et mises en œuvre.

- **La transformation rurale** : le monde rural africain est à un tournant de son histoire. Il est le plus vaste du monde. Cet ensemble hétérogène englobe la majeure partie du continent (des zones désertiques aux montagnes tropicales) et des populations : environ 700 millions d'habitants en 2015¹. Il y règne des conditions de vie souvent difficiles : une misère endémique, la sous-alimentation de près d'un Africain sur 8 dans les zones rurales²... Trois grands changements structurent la transformation actuelle : la mobilité voulue ou subie des personnes, la dangereuse altération des ressources naturelles et la trop faible modernisation de l'agriculture africaine, au regard des impératifs alimentaires de l'Afrique.
- **Le défi individuel et collectif de la sécurité et de la gouvernance** : l'évolution des formes de conflits et des violences qui y sont associées montre que si la pacification de l'Afrique progresse, elle est loin d'être acquise car la sécurité des biens et des personnes est, aussi, une question de gouvernance et d'éducation. Depuis 2000, environ 48% des conflits civils dans le monde ont eu lieu en Afrique³. En 2016, le continent africain a enregistré le plus grand nombre de conflits, s'élevant à 19, suivi par l'Asie avec 15 conflits⁴. Ni singularité, ni exception, la gouvernance africaine est un système hybride qui se cherche encore, entre gestion des urgences et préparation du long terme.

Pour faire face à ces grands enjeux du présent et du futur, l'Afrique a besoin de retrouver la confiance en elle-même. Ainsi, il devient urgent :

- d'inventer un **nouveau modèle africain de planification urbaine**, adapté aux défis du continent, notamment dans les pays subsahariens.
- d'enclencher un **fort processus de transformation rurale**, tout en concevant un modèle de développement agricole, capable de produire rapidement et en quantité suffisante, pour nourrir la population africaine et contribuer à la sécurité alimentaire mondiale,
- de mettre en place un **système sécuritaire, prenant en considération la spécificité africaine** et qui ne se contente pas juste de la doctrine universelle en la matière.

L'Afrique devrait, également, s'emparer des leviers de changement, ouvrant l'accès au monde de demain, à savoir :

- **la transition économique** : il est temps pour l'Afrique d'embrasser l'économie x.0 qui consiste à créer de la valeur ajoutée, à travers la transformation de ses ressources naturelles et à passer à l'économie de la demande, en recourant à l'économie collaborative et à l'innovation hybride.

- **la transition énergétique** : il s'agit, d'une part, d'arrêter les dégradations générées par les systèmes énergétiques actuels et, d'autre part, d'accélérer l'électrification de l'Afrique. Sans énergie, le développement de l'Afrique ne peut pas avoir lieu,
- **la transition digitale** : des opérateurs du continent, parfois plus vite que leurs compétiteurs internationaux, se sont déjà lancés dans la bataille du digital qui ne fait que commencer.

Quant aux ressorts de l'autonomie, ils pourraient se matérialiser à travers notamment :

- **la réconciliation de l'Africain avec lui-même** par le biais d'un vaste mouvement culturel et économique, s'appuyant sur la confiance, la mobilité et une gouvernance nouvelle.
- **la prise en compte du capital humain africain dans son entièreté** (migrants, femmes, jeunes...),

Outre un changement de regard sur soi, l'Afrique, pour devenir autonome, devrait sauter les étapes, en termes de développement "*leapfrog*" pour emprunter un autre chemin vers la croissance, aidée en cela par un capital humain préparé pour affronter les défis du futur.

Pour cela, l'Afrique devrait mobiliser à l'avenir de nouveaux leaders, pallier la situation actuelle où le capital humain n'est pas utilisé en tant que moteur de développement, axer les efforts sur l'emploi des jeunes, mettre à contribution les femmes au développement économique et social de l'Afrique et promouvoir l'*Alien Generation*.

❖ Mobiliser à l'avenir de nouveaux leaders

- Confrontés à de multiples problèmes, les gouvernements post-indépendance ont souvent été acculés à l'urgence, parant au plus pressé sans toujours trouver les ressources ou avoir la volonté de faire des choix structurels forts et de s'y tenir.
- Le choix est, néanmoins, la seule véritable expression de l'autonomie. Procédure complexe qui impose, à la fois, un renoncement et un engagement total, tout choix est d'abord une responsabilité : celle d'assumer les conséquences des options non retenues et celle de réaliser effectivement la promesse ainsi faite. D'où la préférence, parfois, du statu quo.

- Si le bon sens est l'instrument privilégié du choix, la complexité du monde actuel impose de plus en plus le recours à l'éducation formelle, scolaire et académique, pour mesurer tous les enjeux d'une situation présente et future, condition d'un choix éclairé.
- Etre un guerrier ne suffit, donc, plus à gérer l'Afrique post-indépendance : le nouveau monde qui s'ouvre et les leviers du changement qu'il faut actionner pour y entrer appellent un autre profil de décideurs africains, plus stratégiques que tactiques, plus anticipatifs que réactifs, plus autonomes qu'indépendants, aussi féminins que masculins.

❖ **Pallier la situation actuelle où le capital humain n'est pas utilisé en tant que moteur de développement**

- Les personnes en chômage et les pauvres ne sont pas suffisamment pris en considération, du fait de leur statut social, bien qu'ils constituent un réservoir de capital humain de première importance.
- Il en est de même des nationaux résidant à l'étranger qui commencent, souvent, à distendre les liens avec le pays d'origine lorsqu'ils ne se sentent plus considérés que comme des fournisseurs de subsides :
 - alors qu'ils sont riches de savoirs, notamment les élites scientifiques et techniques et de connaissances pratiques qui peuvent être utilement transposées,
 - d'où l'importance de leur accorder la place qu'ils méritent pour pouvoir contribuer au développement de leur pays.
- Les chômeurs et les migrants dépourvus d'autorisation de travail dont de plus en plus de diplômés, constituent à la fois une bombe à retardement et un fort potentiel de croissance.
 - Certes, le secteur informel leur permet de survivre et, malgré cette précarisation, doit pouvoir continuer à leur offrir cette possibilité puisque la croissance économique n'évolue pas au même rythme que la croissance démographique.
 - Nombre d'entre eux, cependant, seraient à même de créer leur propre emploi, voire une entreprise prospère, pour peu que le marché soit organisé (ce que la digitalisation de l'économie commence à faire) et que la réglementation leur soit favorable : simplification des procédures, suppression des intermédiaires au coût élevé, assouplissement des lois en matière de recrutement et de licenciement.

- Les pauvres constituent le "bas de la pyramide" tant sociale qu'économique.
 - La transition économique montre le potentiel qu'ils représentent pour le développement du marché intérieur, grâce à des prix compétitifs, bénéficiant à un grand nombre d'acheteurs (modèle "*bottom of the pyramid*").
 - Mais la pauvreté économique ne signifie pas la pauvreté en aptitudes. Les pauvres peuvent, donc, aussi, sortir de la pauvreté et contribuer au développement grâce, par exemple, au principe *jugaad*, comme le recyclage des déchets ou leur version plus moderne comme *e-cover*. A l'exemple de l'Inde, des actions spécifiques visent les populations les plus pauvres avec un objectif d'accompagnement plutôt que d'assistance permanente.

❖ **Axer les efforts sur l'emploi des jeunes**

- En Afrique, les jeunes âgés entre 15 et 34 ans ont représenté, en 2015, 456 millions de personnes, soit 38% de la population africaine. En 2050, cette catégorie de la population pourrait atteindre 830 millions de personnes.
- Ce sont 10 à 12 millions de jeunes qui entrent chaque année dans le marché du travail. Cependant, la création annuelle d'emplois sur le continent n'est que de 3,7 millions de postes. En l'absence d'un développement urgent et soutenu, le processus de la migration clandestine pourrait se déclencher et aucun mur ni aucune force marine ou garde-côtes ne peuvent endiguer.
- La population en âge de travailler (15-64 ans) pourrait compter 1,5 milliard de personnes sur les deux milliards, prévus d'ici 2050.
- La demande d'emplois d'ici 2030 pourrait augmenter de 24,6 millions par an en Afrique subsaharienne et de 4,3 millions en Afrique du Nord, soit les deux tiers de la croissance mondiale de la demande d'emplois.
- Les personnes âgées entre 15 et 24 ans sont, aujourd'hui, la cible prioritaire de plusieurs programmes socio-économiques. En effet, elles représentent 19,2% de la population africaine et présentent une double caractéristique :
 - Un taux de chômage élevé qui est un facteur d'instabilité politique, tant par le poids des jeunes lors des élections que par le fait que cette situation pourrait les amener, éventuellement, à rejoindre les bandes armées. D'où l'apparition de programmes spécifiques, comme "Des emplois pour des jeunes en Afrique" de la Banque africaine de développement et nombre de programmes nationaux.

- Une faible qualification, souvent invoquée pour justifier leur inemployabilité. En réalité, de multiples facteurs concourent à cette situation, des limites de l'enseignement scolaire de masse à l'inadéquation des programmes universitaires, en passant par le trafic des diplômes ou les multiples petits emplois et contraintes familiales à assumer, en parallèle des études.

❖ **Mettre à contribution les femmes au développement économique et social de l'Afrique**

Une situation précaire des femmes africaines

- Une alphabétisation féminine très limitée
 - En 2016, le taux d'analphabétisme en Afrique est de l'ordre de 40%. Les deux tiers des personnes analphabètes sont des femmes, selon l'UNESCO.
 - En 2016, 79,2% des jeunes (15-24 ans) subsahariens et 71,6% des jeunes subsahariennes sont alphabétisés, soit 30% de plus que leurs aînés pour les garçons et 45,8% pour les filles.
- Une part insuffisante des femmes dans la population active occupée
 - Moins de 35% en Afrique du Nord.
 - Entre 40% et 50% au Nigeria, à Madagascar, en Ethiopie, en Afrique du Sud, au Gabon, au Mali et en Zambie.
 - Plus de 50% au Zimbabwe, (52,8%) au Malawi, en Gambie (50,8%), au Liberia (50,6%) et en Tanzanie (50,5%).
- Parmi les dix pays du monde où les filles ont un accès faible à l'éducation, neuf sont en Afrique :
 - Soudan du Sud : 15,9%, République centrafricaine : 17,7%.
 - Niger : 21,5 %, Afghanistan : 23,51 %, Tchad : 27,16 %.
 - Mali : 29,28 %, Guinée : 30,35%, Burkina Faso : 33,03 %.
 - Liberia : 36,2 % ; Ethiopie : 36,79 %.

- Un taux de fécondité encore élevé sur la période 2010 et 2015
 - Les femmes africaines ont 4,7 enfants en moyenne.
 - 7,4 au Niger (taux de fécondité le plus élevé du continent), 5,6 au Burkina Faso, 4,6 en Ethiopie.
 - 2,5 en Afrique du Sud, 2,2 en Tunisie et au Maroc, 2,4 en Libye.
 - 1,5 à l'île Maurice (le plus faible taux de fécondité du continent).

La prise de conscience que les femmes africaines pourraient être un moteur économique et une réalité sociale

Les femmes et les filles, à l'instar des jeunes, bien que plus timidement, commencent à faire l'objet d'une certaine, mais inégale attention de la part des pouvoirs publics. En effet, elles sont à l'intersection de multiples problématiques (éducation, santé, emploi et développement humain, de façon générale) dont la résolution est tributaire de l'amélioration de leurs conditions. La prise de conscience qu'elles constituent un tel nœud de futur se cristallise autour de deux aspects :

- **Les femmes, moteur économique.** La proportion des femmes africaines travaillant pour leur propre compte (agriculture et commerce de détail) varie entre 15% et 50% d'un pays africain à l'autre puisqu'il s'agit, souvent, du secteur informel. La proportion moyenne des femmes subsahariennes travaillant pour leur propre compte est quatre fois supérieure à celle des pays développés. Y contribuent fortement des programmes issus de partenariats publics-privés, comme "100.000 Femmes, Horizon 2012" au Cameroun ou l'initiative sud-africaine "*Women Advancing Africa*" (2017).
 - Par l'éducation seulement, les pays en développement pourraient gagner au moins un revenu de 21 milliards de dollars par an, dans les 15 prochaines années, s'ils arrivent à assurer l'éducation, le bien-être et l'autonomie de toutes les filles âgées de 10 ans.
 - Les femmes participent, aussi, significativement, à la nouvelle alliance culture-nature : au Togo, par exemple, elles jouent un rôle considérable dans la lutte contre la déforestation et les effets du changement climatique.

- **Les femmes, réalité sociale.** Enfermées dans la traditionnelle répartition sexuée des rôles, nombre de femmes africaines n'ont accès ni à l'enseignement secondaire ni à la propriété (héritage, droits fonciers). Dans les milieux les plus démunis, elles ne sont qu'un bien, vendues comme esclaves sexuelles ou domestiques ou mariées de force, ce qui les expose aux risques sanitaires dont le VIH, notamment. La fuite les conduit dans la rue ou dans des communautés d'accueil, comme le village de femmes Samburu d'Umoja au Kenya.
- 18 pays africains ont légalement interdit le mariage des enfants -125 millions d'Africaines mariées de force avant l'âge de 18 ans en 2015 - comme le Liberia dès 2011. Mais la loi n'a d'effet que s'il y a un changement de mentalité. A la suite de la campagne de l'Union africaine pour l'abolition du mariage des enfants (2014-2017), de véritables stratégies nationales ont été mises en œuvre, comme en 2017, la campagne "Tolérance zéro" au Bénin où 8,8% des filles en 2014 sont mariées avant l'âge de 15 ans et le Cadre stratégique du Niger : en 2012, plus de 3 filles sur 4 sont mariées avant l'âge de 18 ans.
- Cette prise de conscience est soutenue par l'accès des femmes africaines aux fonctions politiques, comme l'ex-présidence du Liberia et du Malawi ou le parlement du Rwanda qui dispose du pourcentage le plus élevé de femmes parlementaires au monde : 61,3% en 2017.

❖ **Promouvoir l'*Alien Generation***

L'***Alien Generation*** (la génération "Alien") ne désigne pas seulement les natifs digitaux (*digital natives*) qui ont su cliquer avant de savoir lire, écrire et compter, mais tout un pan de la population mondiale -jeunes et moins jeunes- dont l'état d'esprit (*mindset*) les porte naturellement vers un monde plus libre et respectueux, une économie plus positive, une planète plus saine. Ils actionnent spontanément les leviers du développement durable ainsi que de l'économie bleue, positive, solidaire, x.0...

L'Afrique est, elle aussi, porteuse de ce nouvel état d'esprit qui accélère la transformation rapide du continent, là où il peut s'exprimer et agir. **Deux caractéristiques** distinguent, particulièrement, cette génération :

- **La conscience de soi et du monde :** les "Alien Gen" n'acceptent plus d'être considérés comme des pions à inter-changer dans une chaîne de fabrication ou dans des travaux administratifs. La nouveauté est qu'ils veulent autre chose. Leurs désirs et leurs aspirations animent le dynamisme entrepreneurial et initient, parfois, de profondes ruptures, comme les jeunes plongeurs de Stone Town (Zanzibar) dans une culture hostile à la mer.

- **Un fort niveau d'engagement pour faire changer l'Afrique qui prend de multiples formes :**
 - L'adhésion à des corps de volontaires comme l'*African union "Youth Volunteer Corps"* qui enrôle une centaine de jeunes professionnels chaque année.
 - Des mouvements citoyens, comme *Filimbi* en République Démocratique du Congo, *"Y'en a marre"* au Sénégal ou *"Balai Citoyen"* au Burkina Faso.
 - Des initiatives individuelles, menées par des jeunes mieux formés et motivés par une conscience écologique.

NOTES

¹ World urbanization prospects: the 2014 Revision. Online database. United Nations, Department of Economic and Social Affairs. < <https://esa.un.org/unpd/wup/> >

² Bases de données de la FAO et World Urbanization Prospects. Bases de données en ligne. Nations-Unies.:< <http://www.fao.org/statistics/databases/fr/> ; < <https://esa.un.org/unpd/wup/> > Calculs IRES

³ FAO et al. The state of food security and nutrition in the world: building resilience for peace and food security. 2017

⁴ SIPRI. SIPRI Yearbook 2017: armaments, disarmament and international security. 2017